

Vannes, le 12/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SECANIM BRETAGNE SAS

USINE DE VAUX
56380 GUER

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement SECANIM BRETAGNE SAS implanté USINE DE VAUX 56380 GUER. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection programmée portant sur la gestion des matières – les stockages et équipements

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECANIM BRETAGNE SAS
- USINE DE VAUX 56380 GUER
- Code AIOT : 0055601079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société SECANIM dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Vaux » 56380 GUER, est régulièrement autorisée par A.P.C du 24 mars 2017 à exploiter une installation de dépôt transit de sous-produits sous la rubrique principale 2731 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets – sous-produits
- Prévention des pollutions accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Enregistrements, résultats de contrôles et registres	Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 1.6.4	/	Sans objet
2	Entretien locaux	Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 1.8	/	Sans objet
3	Sous-Produits Déchets	Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 6.2 – 6.1	/	Sans objet
4	Sous-Produits Déchets	Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 6.2	/	Sans objet
5	Produits et matières consommables	Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 1.7	/	Sans objet
7	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 2.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1- Au regard de la situation administrative, l'établissement est conforme aux dispositions de l'article 1.6.4 et détient les documents attendus.

-

2- Art. 6.2 « Nature et devenir des sous-produits »

L'exploitant tient à jour les procédures relatives à la collecte et l'élimination des différents déchets

3- Art 1.8 « Conditions d'entretien des locaux »

L'exploitant tient à jour les procédures relatives au nettoyage / désinfection et stockage des matières premières.

L'exploitant transmettra à l'inspection :

- Une fiche de nettoyage des locaux de stockage et le document de suivi des opérations.
- Une fiche de nettoyage des récipients, conteneurs et véhicules et le document de suivi des opérations. Délais 30 jours

4- Art. « 6.1 Transport de produits et déchets »

L'exploitant transmettra à l'inspection :

- Le plan des réseaux à jour du site ;
- Le plan de circulation
- Le plan de désinfection
- Le registre des enregistrements des tests d'étanchéité sur les bennes et conteneurs

Délais 30 jours

Art 1.7 Produits et matières consommables

L'exploitant transmettra à l'inspection :

- La liste des divers produits détenus sur le site - deux fiches FDS concernant les produits désinfectants

L'exploitant se doit de matérialiser sur un plan à jour les zones de stockage des différents produits à risque. Ces stockages doivent être matérialisés – indication de danger - sur les armoires et lieux dédiés.

Délais 30 jours

Art. 2.4 « Stockages »

La cuve de récupération des huiles usagées située à proximité du garage n'est pas conforme.

Il s'agit pour l'exploitant de veiller à ce que les écoulements éventuels ne puissent se faire sur le sol.

L'exploitant devra transmettre les solutions techniques visant à rendre ce poste conforme avec ce qui est attendu réglementairement – rétention – cuve réglementaire – procédure de remplissage.

L'exploitant devra s'assurer que les dépôts au sol d'hydrocarbures n'ont pas entraîné de pollution significative et sinon prendre toutes les dispositions nécessaires pour revenir à un état conforme.

Délais 30 jours

L'exploitant doit veiller à fixer la bouteille gaz située dans le local compresseur. Délais 15 jours

L'exploitant mettra en place une signalisation sur les différents points de collecte des divers déchets. Délais 30 jours

Art.2.7 « Valeurs limites de rejet eaux pluviales

L'exploitant transmettra à l'inspection :

- Les derniers auto-contrôles portant sur les paramètres de rejet des eaux pluviales
- Les bordereaux sur deux années, de suivi des vidanges des séparateurs/débouilleurs du site. Délais 30 jours

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Enregistrements, résultats de contrôles et registres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 1.6.4
Thème(s) : Situation administrative, Règles générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- Le dossier de demande d'autorisation initial,- Les plans tenus à jour,- Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,- Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
Constats : Au regard de la situation administrative, l'établissement est conforme aux dispositions de l'article 1.6.4 est détient les documents attendus
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 1.8
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine. L'installation doit disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les sous-produits animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés. Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des sous-produits animaux doivent être nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au minimum une fois par semaine intérieur et extérieur. Les roues des véhicules de transport doivent en particulier être désinfectées après chaque utilisation. La collecte et le transport des sous-produits d'origine animale doivent être effectués dans des bennes ou conteneurs étanches aux liquides et fermés le temps du transport. L'exploitant prend toutes les dispositions efficaces pour empêcher l'introduction et la pullulation des mouches et des rongeurs ainsi que celles pour en assurer la destruction.
Constats : L'exploitant tient à jour les procédures relatives au nettoyage / désinfection et stockage des matières premières. L'exploitant transmettra à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- Une fiche de nettoyage des locaux de stockage et le document de suivi des opérations.- Une fiche de nettoyage des récipients, conteneurs et véhicules et le document de suivi des opérations. Délais 30 jours
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 6.2 – 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Transports de produits et déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le transport des produits et déchets à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des fluides.</p> <p>Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées aux parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir des eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.</p> <p>La collecte et le transport des sous-produits d'origine animale y compris débris, issues et cadavres doivent être effectués dans des bennes ou conteneurs étanches aux liquides et fermés par un procédé permettant d'éviter la chute des déchets et les nuisances olfactives le temps du transport, jusqu'aux opérations de déchargement.</p> <p>L'étanchéité doit être vérifiée régulièrement par des tests appropriés.</p> <p>Ils doivent être nettoyés et désinfectés après chaque tourné Un plan de désinfection doit être établi et mis à jour régulièrement ainsi qu'un plan de circulation des véhicules afin d'éviter tout croisement entre le secteur souillé et le secteur propre. Les désinfectants utilisés doivent être homologués et autorisés conformément à l'article L 253 – 1 du code rural. Le choix du désinfectant devra tenir compte des contraintes liées à l'environnement, au personnel et aux matériaux. Toute disposition devra être prise pour protéger les agents de toute inhalation ou contact avec les produits utilisés, conformément à la réglementation du travail.</p> <p>Ces bennes ou conteneurs devront être dédiés au transport des sous-produits d'origine animale y compris débris, issues et cadavres conformément à l'art R 226-2 du Code Rural et identifiés conformément au règlement CE 1069/2009 susvisé.</p> <p>Les effluents issus du lavage et de la désinfection des équipements en contact avec les matières de catégories 1 et 2 sont traités conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.</p> <p>Toutes les matières entrantes sont enregistrées avec leur origine, leur provenance, leur nature et leur poids. Les documents justificatifs (bons d'enlèvements) sont conservés au moins pendant 3 ans et les listing pendant 10 ans.</p>
<p>Constats : L'exploitant tient à jour les procédures relatives à la collecte et l'élimination des différents déchets L'exploitant transmettra à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plan des réseaux à jour du site ; - Le plan de circulation - Le plan de désinfection - Le registre des enregistrements des tests d'étanchéité sur les bennes et conteneurs <p>Délais 30 jours</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sous-Produits Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Nature et devenir des issues de fabrication et déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit une procédure écrite relative à la collecte et à l'élimination des différents déchets, il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets produits ainsi que les documents d'accompagnement et leur destination.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ces installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation réglementairement possibles.</p> <p>Avant tout départ, les véhicules ayant circulé sur une zone souillée doivent faire l'objet d'un nettoyage adapté.</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.</p> <p>Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.</p>
Constats : L'exploitant tient à jour les procédures relatives à la collecte et l'élimination des différents déchets
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Produits et matières consommables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits et étiquetage – registre entrée/sortie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables.... L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents...FDS. Les solides, liquides...doivent être contenus dans des emballages ou récipients conformes....les emballages doivent porter en caractères lisibles le nom des produits et symboles des dangers. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus.</p> <p>Constats : L'exploitant se doit de matérialiser sur un plan à jour les zones de stockage des différents produits à risque. Ces stockages doivent être matérialisés – indication de danger - sur les armoires et lieux dédiés.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La liste des divers produits détenus sur le site - deux fiches FDS concernant les produits désinfectants utilisés <p>Délais 30 jours</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages – Règles générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention...
Constats : La cuve de récupération des huiles usagées situé à proximité du garage n'est pas conforme. Il s'agit pour l'exploitant de veiller à ce que les écoulements éventuels ne puissent se faire sur le sol. L'exploitant devra transmettre les solutions techniques visant à rendre ce poste conforme avec ce qui est attendu réglementairement – rétention – cuve réglementaire – procédure de remplissage. L'exploitant devra s'assurer que les dépôts au sol d'hydrocarbures n'ont pas entraîné de pollution significative et sinon prendre toutes les dispositions pour revenir à un état conforme. L'exploitant doit veiller à fixer la bouteille gaz située dans le local compresseur L'exploitant mettra en place une signalisation sur les différents points de collecte des divers déchets Délais 30 jours
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2012, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites rejet eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux pluviales non souillées vers les eaux superficielles doivent respecter les valeurs limites suivantes.... Une fois par semestre un auto-contrôle est réalisé sur un échantillon prélevé sur les premières eaux de rejet après une période sèche.
Constats : L'exploitant transmettra à l'inspection : - Les derniers auto-contrôles portant sur les paramètres de rejet des eaux pluviales - Les bordereaux sur deux années, concernant les vidanges des séparateurs/débourbeurs du site Délais 30 jours
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet